

Overwegende dat de thuisverzorging een wezenlijk bestanddeel van het globale gezondheidsbeleid uitmaakt;
 Overwegende dat op dit gebied de bepalingen getroffen dienen te worden die noodzakelijk zijn om aan zieke personen een alternatief te bieden voor hun opname in een inrichting;
 Overwegende dat een geneesheer alleen bevoegd is om te verklaren dat een persoon ten gevolge van een ziekte niet sociaal zelfstandig kan zijn en om hem thuis te verzorgen;
 Overwegende dat de acties die op initiatief van huisartsen gevoerd worden, waarbij de eerbiediging van de vrije keuze van de patiënten verzekerd wordt, zodanig zijn dat ze de thuisverzorging van zieke personen aanmoedigen;
 Overwegende echter, dat de huisartsen thans niet beschikken over de administratieve en technische steun die nodig is om gemakkelijk de middelen in het werk te stellen die onontbeerlijk zijn om zieke personen thuis te kunnen laten, en dat, bij wijze van proef, onverwijld de nodige maatregelen genomen dienen te worden om hun actie op dat gebied aan te moedigen;

Op de voordracht van onze Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand en na de beraadslaging van 2 juli 1987,

Besluiten :

Artikel 1. Binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten, is de Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort toegelaten overeenkomsten houdende toekenning van subsidies te sluiten met de verenigingen zonder winstoogmerk die op initiatief van huisartsen opgericht zijn en die tot doel hebben de medewerking en de beschikbaarheid van de behandelende mensen die onontbeerlijk zijn voor de thuisverzorging van zieke personen, te verzekeren.

Art. 2. Die overeenkomsten hebben uitwerking voor een duur van één jaar. Ze zijn vernieuwbaar.

Brussel, 2 juli 1987.

Vanwege de Executieve :

De Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,

A. BERTOUILLE

F. 87 — 1898

2 JUILLET 1987. — Arrêté ministériel fixant le modèle de la convention portant octroi de subsides à des associations sans but lucratif constituées à l'initiative de médecins généralistes en vue de permettre le traitement à domicile des personnes malades

Nous, Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes.

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 5, § 1er, 1^o;
 Vu l'article 12.41 de la section 53 du titre Ier du Budget de la Communauté française;
 Vu l'arrêté royal du 5 octobre 1961 portant organisation du contrôle administratif et budgétaire;
 Vu l'arrêté royal n^o 5 du 18 avril 1967 relatif au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions;
 Vu le protocole conclu en date du 25 juillet 1986 entre le gouvernement national et les Exécutifs communautaires, relatif à la politique de santé à mener;
 Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 2 juillet 1987;
 Vu les lois sur le Conseil d'Etat coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1er, modifié par la loi ordinaire du 9 août 1980 de réformes institutionnelles;
 Vu l'urgence;

Considérant que, pour des raisons de sécurité juridique, il convient de fixer sans délai les conditions auxquelles des conventions portant octroi de subsides peuvent être conclues avec des associations sans but lucratif constituées à l'initiative de médecins généralistes et dont l'objet est de garantir la collaboration et la disponibilité des intervenants indispensables au traitement à domicile des personnes malades,

Arrêtons :

Article unique. Les conventions conclues en exécution de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française, du 2 juillet 1987 « visant à encourager, à titre expérimental, les actions menées à l'initiative de médecins généralistes pour permettre le traitement à domicile des personnes malades » doivent être conformes au modèle produit en annexe au présent arrêté.

Bruxelles, le 2 juillet 1987.

Le Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,

A. BERTOUILLE

CONVENTION-TYPE

Entre

de première part, le Ministre de la Communauté française ayant la Santé dans ses attributions, ci-après dénommé le Ministre,

et,

de seconde part, l'association sans but lucratif dont le siège se situe à représentée par MM. et respectivement agissant conformément à l'article des statuts, ci-après dénommée « l'association ».

il a été convenu ce qui suit :

Article 1er. § 1er. L'association est chargée exclusivement de promouvoir la collaboration de l'ensemble des dispensateurs de soins tels que les médecins, les infirmier(e)s, les kinésithérapeutes et de services tels que les travailleurs sociaux, les aides familiales, les aides seniors pour permettre de traiter à domicile, dans des conditions de sécurité médicale garantie, les personnes malades.

§ 2. Pour l'application du § 1er du présent article, il faut entendre par « personne malade » : la personne dont il est établi par certificat médical, que son état physique ou mental est altéré de manière temporaire ou permanente et qui subit de ce fait une diminution de son autonomie telle qu'il convient de lui procurer une aide efficace pour permettre son maintien à domicile, lorsque son entourage familial ne peut le lui assurer.

Art. 2. L'association s'engage :

- 1° à être administrée par un collège comprenant des médecins généralistes et des représentants des services sociaux, des infirmier(e)s et des kinésithérapeutes. Au moins un tiers des membres de ce collège sont des médecins généralistes. Les membres du collège doivent avoir leur activité principale dans l'entité géographique définie;
- 2° à définir l'entité géographique où elle exerce son activité;
- 3° à apporter la preuve qu'elle s'est assurée, par la conclusion d'une convention, la collaboration de tous les intervenants nécessaires pour permettre le traitement à domicile d'une personne malade.

Parmi ces intervenants, doivent figurer obligatoirement :

- a) la majorité des médecins généralistes de l'entité géographique définie;
- b) des infirmier(e)s;
- c) des kinésithérapeutes;
- d) des travailleurs sociaux;
- e) des aides familiales et aides seniors;
- f) des personnes ou services habilités à pratiquer la location ou le prêt de matériel médical et sanitaire;
- g) des personnes ou services habilités à fournir des repas chauds à domicile;

4° à accepter sans discrimination de collaborer avec tout autre personne ou service qui établit qu'il exerce au moins une des activités énumérées sub 3°, a, b, c, d, e, f, et g;

5° à dresser la liste de tous les intervenants avec lesquels elle a conclu une convention et en assurer en permanence la mise à jour. Cette liste doit être mise à la disposition du malade ou, le cas échéant, de sa famille;

6° à garantir au bénéficiaire ou le cas échéant à sa famille, le libre choix de l'intervenant requis pour une prestation donnée, que cet intervenant figure ou non sur la liste mentionnée au 5° du présent article;

7° à apporter la preuve qu'elle est organisée de façon à assurer une permanence téléphonique pendant les heures habituelles d'ouverture;

8° à collaborer, par la collecte de données statistiques, au recensement des besoins à satisfaire en matière de soins à domicile.

Art. 3. L'association accepte de se soumettre aux contrôles du fonctionnaire délégué à cette fin par le Ministre.

Art. 4. Un support financier d'un montant maximum de 1 million est alloué à l'association au titre de quote-part contributive dans les dépenses engagées par l'association en matière de personnel et de fonctionnement pour mener à bien sa mission de coordination.

Art. 5. La liquidation du subside alloué conformément à l'article 4 de la présente convention s'effectuera par tranches semestrielles sur base d'une déclaration de créance appuyée d'un rapport justificatif reprenant les dépenses engagées par l'association au titre de frais de personnel et de frais de fonctionnement.

Art. 6. Le personnel et les collaborateurs de l'association sont tenus au secret professionnel conformément à l'article 458 du Code pénal.

Art. 7. En cas de non respect par l'association, des dispositions de la présente convention, il peut y être mis fin à tout instant par le Ministre moyennant l'envoi d'un pli recommandé.

Art. 8. Sont joints à la présente convention pour faire corps avec elle :

- 1° la demande introduite le
- 2° copie certifiée conforme des statuts de l'association.

Fait à
le
en autant d'exemplaires que de parties à la convention.

Pour l'association,

signature(s) précédée(s)
de « lu et approuvé »

Le Ministre,

signature du Ministre de la Santé, de l'Enseignement
et des Classes moyennes de la Communauté française
précédée de « lu et approuvé »

Vu et approuvé pour être annexé à l'arrêté ministériel du 2 juillet 1987.

Le Ministre de la Santé, de l'Enseignement et des Classes moyennes,

A. BERTOUILLÉ

VERTALING

N. 87 — 1898

2 JULI 1987. — Ministerieel besluit tot vaststelling van het model van de overeenkomst houdende toekenning van subsidies aan verenigingen zonder winstoogmerk die op initiatief van huisartsen opgericht zijn met het oog op de thuisverzorging van zieke personen

Wij, Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid op artikel 5, § 1, 1°;
Gelet op artikel 12.41 van sectie 53 van titel I van de Begroting van de Franse Gemeenschap;
Gelet op het koninklijk besluit van 5 oktober 1981 tot regeling van de Administratieve en Begrotingscontrole;
Gelet op het koninklijk besluit nr. 5 van 18 april 1987 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van de toelagen;

Gelet op het protocol dat op 25 juli 1986 afgesloten werd tussen de nationale regering en de Gemeenschaps-executieven met betrekking tot het te voeren gezondheidsbeleid;

Gelet op het besluit van de Franse Gemeenschaps-executieve van 2 juli 1987;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat, om redenen van rechtsveiligheid, zonder verwijl de voorwaarden vastgesteld dienen te worden waaronder overeenkomsten houdende toekenning van subsidies gesloten kunnen worden met verenigingen zonder winstoogmerk die op initiatief van huisartsen opgericht zijn en die tot doel hebben de medewerking en de beschikbaarheid van de behandelende mensen die onontbeerlijk zijn voor de thuisverzorging van zieke personen, te verzekeren,

Besluiten :

Enig artikel. De overeenkomsten die gesloten worden ter uitvoering van het besluit van de Franse Gemeenschaps-executieve van 2 juli 1987 tot aanmoediging, bij wijze van proef, van acties die gevoerd worden op initiatief van huisartsen met het oog op de thuisverzorging van zieke personen, moeten dezelfde vorm hebben als het model dat bij dit besluit gevoegd is.

Brussel, 2 juli 1987.

De Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,

A. BERTOUILLE

MODELOVEREENKOMST

Tussen

De Minister van de Franse Gemeenschap tot wiens bevoegdheid de Gezondheid behoort, hierna « de Minister » genoemd, enerzijds,
en,

de vereniging zonder winstoogmerk
waarvan de zetel gevestigd is te
vertegenwoordigd door en
respectief
die overeenkomstig artikel van de statuten optreden, hierna « de vereniging » genoemd, anderzijds,
zijn overeengekomen als volgt :

Artikel 1. § 1. De vereniging is uitsluitend belast met de bevordering van de medewerking van alle zorgverleners zoals de geneesheren, de verplegers en verpleegsters, de kinesitherapeuten, en van diensten zoals de maatschappelijk werkers, de gezinshelpsters, de bejaardenhelpsters, om zieke personen thuis, in omstandigheden waarin de geneeskundige veiligheid verzekert is, te kunnen verzorgen.

§ 2. Voor de toepassing van § 1 van dit artikel, wordt onder « zieke persoon » verstaan : de persoon van wie een medisch attest verklaart dat de lichamelijke of geestelijke toestand tijdelijk of permanent aangetast is en van wie de zelfstandigheid daardoor zodanig verminderd wordt dat hem een doeltreffende hulp verleend moet worden opdat hij thuis zou kunnen blijven, wanneer zijn gezin het hem niet kan bezorgen.

Art. 2. De vereniging verbindt zich ertoe :

1° bestuurd te worden door een college dat bestaat uit huisartsen en vertegenwoordigers van de sociale diensten, uit verplegers en verpleegsters, en kinesitherapeuten. Ten minste één derde van de leden van dat college zijn huisartsen. De leden van het college moeten hun voornaamste activiteit hebben in het bepaalde gebied;

2° het gebied te bepalen waarin ze haar activiteit uitoefent;

3° het bewijs te leveren dat ze, door een overeenkomst te sluiten, de medewerking heeft verkregen van alle behandelende personen die nodig zijn om een zieke persoon thuis te kunnen verzorgen.

Onder die behandelende personen moeten er verplicht de volgende personen zijn :

- a) de meeste huisartsen van het bepaalde gebied;
- b) verplegers en verpleegsters;
- c) kinesitherapeuten;

- d) maatschappelijk werkers;
 e) gezinshelpsters en bejaardenhelpsters;
 f) personen of diensten die bevoegd zijn om medisch en gezondheidsmaterieel te verhuren of te lenen;
 g) personen of diensten die bevoegd zijn om warme maaltijden thuis op te dienen;
- 4° zonder discriminatie de medewerking te aanvaarden met elke andere persoon of dienst die bewijst dat hij ten minste een van de sub 3°, a, b, c, d, e, f, g, opgesomde activiteiten uitoefent;
- 5° de lijst op te maken van alle behandelende personen met wie ze een overeenkomst heeft gesloten en deze permanent bij te werken. Deze lijst moet ter beschikking van de zieke of, in voorkomend geval, van zijn familie, gesteld worden;
- 6° de begunstigde of, in voorkomend geval, zijn familie, de behandelende persoon vrij te laten kiezen die vereist is voor een bepaalde verstrekking, of die behandelende persoon al dan niet op de in 5° van dit artikel vermelde lijst voorkomt;
- 7° het bewijs te leveren dat ze zodanig georganiseerd is dat ze telefoonwacht kan houden gedurende de gewone openingstijden;
- 8° mede te werken, door de inzameling van statistische gegevens, aan de vaststelling van de behoeften waaraan beantwoord moet worden inzake thuisverzorging.

Art. 3. De vereniging aanvaardt zich te onderwerpen aan de controles van de ambtenaar die daartoe door de Minister afgevaardigd wordt.

Art. 4. Er wordt een financiële steun voor een maximumbedrag van 1 miljoen toegekend aan de vereniging als bijdrage in de personeels- en werkingskosten die door de vereniging gedaan worden om haar coördinatieopdracht tot een goed einde te brengen.

Art. 5. De uitbetaling van de overeenkomstig artikel 4 van deze overeenkomst toegekende subsidie geschiedt bij semestriële schijven op grond van een aangifte van een schuldvordering, gestaafd met een verantwoordingsrapport dat de uitgaven vermeldt die de vereniging als personeels- en werkingskosten gedaan heeft.

Art. 6. Het personeel en de medewerkers van de vereniging zijn gehouden tot het bewaren van een beroepsgeheim overeenkomstig artikel 458 van het Strafwetboek.

Art. 7. Indien de vereniging de bepalingen van deze overeenkomst niet naleeft, kan de Minister er ieder ogenblik een einde aan maken bij aangetekende brief.

Art. 8. Bij deze overeenkomst, om deel hiervan uit te maken, worden gevoegd :

1. de op ingediende aanvraag;
2. een voor eensluidend verklaard afschrift van de statuten van de vereniging.

Opgemaakt te
 op
 in evenveel exemplaren als er partijen bij de overeenkomst zijn.

Voor de vereniging,

handtekening(en), voorafgegaan
 door « gelezen en goedgekeurd »

De Minister,

handtekening van de Minister van Gezondheid,
 van Onderwijs en van Middenstand van de Franse
 Gemeenschap, voorafgegaan door « gelezen en goedge-
 keurd »

Gezien en goedgekeurd om te worden gevoegd bij het ministerieel besluit van 2 juli 1987.

De Minister van Gezondheid, van Onderwijs en van Middenstand,

A. BERTOUILLE

AUTRES ARRÊTÉS

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

Ordre judiciaire

Par arrêté ministériel du 13 octobre 1987, M. Bamps, D., rédacteur au greffe du tribunal de police de Bruges, est délégué temporairement aux fonctions de commis-greffier à la Cour d'appel de Gand.

ANDERE BESLUITEN

MINISTERIE VAN JUSTITIE

Rechterlijke Orde

Bij ministerieel besluit van 13 oktober 1987, is aan de heer Bamps, D., opsteller bij de griffie van de politierechtbank te Brugge, opdracht gegeven om tijdelijk het ambt van klerk-griffier bij het Hof van beroep te Gent te vervullen.

MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS

Application de l'article 56, §§ 1er et 3, de la loi du 28 juillet 1971 organisant les agglomérations et les fédérations de communes et de l'article 82bis de la loi communale, inséré par l'article 20 de la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services

Un arrêté royal du 28 août 1987 approuve la décision du conseil communal de Bruxelles du 15 juin 1987 approuvant la dépense et le mode de mise en adjudication, par appel d'offres général, relatifs aux travaux de carrelage à exécuter dans les bâtiments communaux du domaine public pendant les années 1988 et 1989.

MINISTERIE VAN OPENBARE WERKEN

Toepassing van artikel 56, §§ 1 en 3, van de wet van 28 juli 1971 houdende organisatie van de agglomeraties en de federaties van gemeenten en van artikel 82bis van de gemeentewet, ingelast bij artikel 20 van de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten

Bij koninklijk besluit 28 augustus 1987 is goedgekeurd de beslissing van 15 juni 1987 van de gemeenteraad van Brussel houdende goedkeuring van de uitgave en de procedure van de algemene offerteaanvraag betreffende de in de gebouwen van het publiek domein van de gemeente uit te voeren betegelingswerkzaamheden gedurende de jaren 1988 en 1989.